



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°45 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh :** Le taka s'est stabilisé par rapport au dollar en 2025, grâce aux achats de la Banque centrale ;
- ❖ **Bhoutan :** Publication des prévisions de croissance pour l'exercice 2025/26 ;
- ❖ **Inde :** La Banque mondiale publie son rapport sur les inégalités : l'Inde est l'un des pays les plus inégaux ;
- ❖ **Maldives :** Accroissement des réserves de change ;
- ❖ **Népal :** Prêt concessionnel de la Banque asiatique de développement en appui au fédéralisme fiscal au Népal ;
- ❖ **Sri Lanka :** Accélération de la croissance du PIB au 3e trimestre.

À RETENIR

0,71%

IPC de l'Inde pour le mois de novembre
2025

Bangladesh

Le taka s'est stabilisé par rapport au dollar en 2025, grâce aux achats de la Banque centrale

Depuis juillet, la Bangladesh Bank a racheté 2,8 Mds USD aux banques commerciales afin d'éviter une appréciation excessive du taka et de stabiliser le marché des changes, la dernière intervention portant sur 141 M USD cette semaine. Ces achats ont permis de reconstituer les réserves, désormais autour de 32,2 Mds USD, dans un contexte de reprise des transferts de fonds et de légère amélioration des exportations, après plusieurs années de ventes massives de devises pour financer les importations essentielles.

Grâce à ces rachats et à l'amélioration de la balance des paiements, le cours du taka par rapport au dollar est resté stable autour de 120 BDT/USD en 2025. Entre 2022 et 2025, le taka s'est déprécié passant de 84 à 120 BDT/USD, soit +43%.

<https://www.newagebd.net/post/economy/285318/bb-buys-28b-from-banks-since-july>

Un tiers des banques privées locales maintiennent leurs créances douteuses sous 10%

Dix-sept banques privées bangladaises parviennent à contenir leurs prêts non performants (NPL) sous le seuil de 10%, alors que la moyenne du secteur atteint 36% en septembre 2025. Parmi elles figurent notamment City Bank (4,8%), BRAC Bank (3,6%), Prime Bank (4,0%), Eastern Bank (3,1%) et Mutual Trust Bank (6,8%). Selon les données de la banque centrale, ces établissements se distinguent par une politique de crédit prudente, un suivi étroit des emprunteurs et une gouvernance renforcée, à contre-courant d'un secteur fragilisé par la montée des défauts. Certaines banques récentes bénéficient aussi de portefeuilles plus modestes, limitant l'exposition aux créances héritées.

[Bangladesh bank non-performing loans | One-third of local private banks keep NPLs below 10%](#)

D'après un rapport, le 1 % le plus riche détient presque un quart du patrimoine national

Le rapport sur les inégalités du World Inequality Lab montre que les 1 % les plus riches du Bangladesh contrôlent près de 24 % de la richesse totale du pays, soulignant une concentration importante du patrimoine malgré une croissance économique soutenue.

Les 10 % les plus aisés détiennent environ 58 % de la richesse nationale, tandis que la moitié la plus pauvre n'a qu'environ 4,7 % (soit en moyenne 1400 EUR). Le rapport note que cette structuration de la richesse — marquée par une forte concentration — persiste depuis plusieurs années.

Le rapport qualifie néanmoins ces écarts de modéré par rapport aux autres pays. A titre de comparaison, le top1% en Inde possède 40% de la richesse contre 6% pour les 50% les plus pauvres.

[Top 1% hold nearly a quarter of Bangladesh's total wealth: Report | The Business Standard](#)

Bhoutan

Publication des prévisions de croissance pour l'exercice 2025/26

Pour l'ensemble de l'exercice 2025/26, les prévisions indiquent une croissance économique sensiblement élevée, avec un PIB réel projeté à 8,8%, principalement tiré par le secteur industriel, principalement par le secteur hydroélectrique. La croissance des services devrait ralentir, tandis que l'agriculture resterait faiblement contributive. Le PIB nominal atteindrait environ 3,9 Mds USD et le PIB par habitant progresserait à près de 4 900 USD.

Sur le plan budgétaire, les dépenses publiques resteraient élevées, avec des investissements projetés à environ 740 MUSD. Le déficit budgétaire atteindrait 4,4% du PIB, tandis que la dette publique dépasserait 109% du PIB, majoritairement externe. Le secteur extérieur resterait sous tension. Le déficit courant est projeté à un niveau élevé et structurel, d'environ 660 MUSD, reflétant un déficit commercial persistant et une forte dépendance aux importations. Enfin, l'inflation moyenne est projetée autour de 3,5%.

[Macroeconomic Situation Report - MoF](#)

Inde

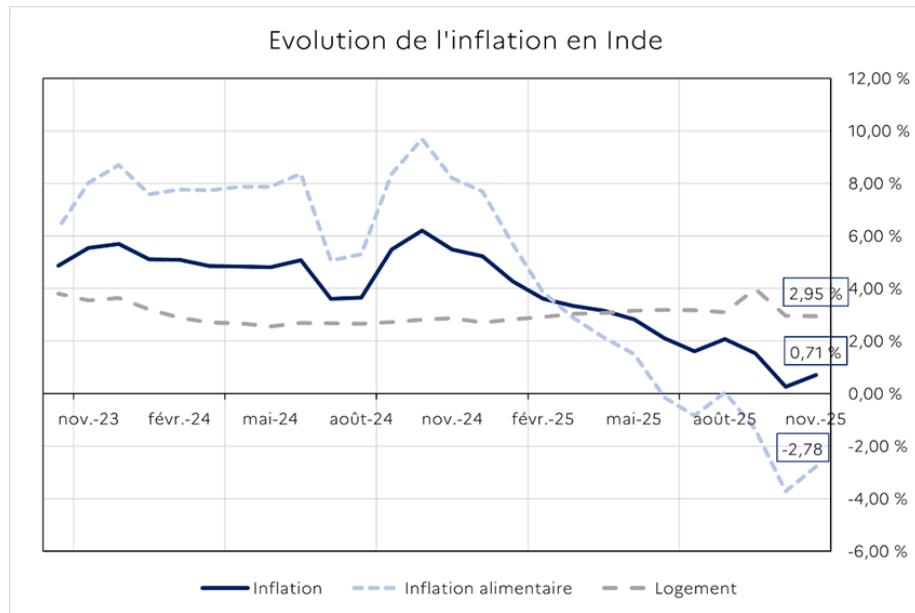
L'indice des prix à la consommation stagne à un niveau atone de 0,71 % en novembre

Selon les données officielles, l'indice des prix à la consommation du mois de novembre 2025 progresse à un rythme de 0,7%, sensiblement plus élevé que le rythme d'inflation enregistrée en octobre à 0,25%. Cette légère hausse est principalement imputable à la hausse des prix des légumes, des œufs, de la viande et du poisson, des épices et des carburants.

L'inflation globale en zone rural s'élève à 0,1% tandis qu'elle progresse à 0,88% en zone urbaine. A noter que le logement enregistre une progression de 2,9% en g.a. sur la période sous revue, tandis que l'éducation progresse à 3,38% en g.a. et la santé à 3,6% en g.a.

A noter que l'inflation alimentaire demeure en terrain négatif, pour le sixième mois consécutif, à -3,9% en glissement annuel. Les taux d'inflation correspondants pour les zones rurales et urbaines sont respectivement de -4,05 % et -3,60 %.

Pour rappel, la Banque centrale, Reserve Bank of India, anticipe une inflation des prix à la consommation de 2 % pour l'exercice budgétaire se terminant en mars 2026, contre une prévision de 2,6 % formulée en octobre. Pour le dernier trimestre de l'exercice en cours, elle estime la progression de l'IPC à 2,9 %.



Les exportations indiennes bondissent de 20% en novembre

En novembre 2025, les exportations indiennes ont progressé de 20 % en glissement annuel, pour atteindre 38,1 Mds USD, enregistrant leur plus forte croissance mensuelle en trois ans. Cette dynamique est portée par les biens d'ingénierie (11 Mds USD), les produits électroniques (4,8 Mds USD) et pharmaceutiques (2,6 Mds USD). Il s'agit d'un net retournement après le recul de 11,8 % en g.a. observé en octobre (34,38 Mds USD). Le déficit commercial des biens s'est ainsi réduit à 24,5 Mds USD, soit son plus bas niveau depuis juin.

Fait notable, les exportations vers les États-Unis ont bondi de 22 % en g.a., pour atteindre près de 7 Mds USD, après deux mois de baisse liés à l'instauration de droits de douane américains de 50 %. Cette hausse est principalement imputable à un effet de base favorable, d'une bonne performance des exportations en dépit des tarifs douaniers supplémentaires instaurés (produits électroniques et produits pharmaceutiques) et de l'impact positif de la dépréciation de la roupie face au dollar, rendant les exportations indiennes plus compétitives.

Parallèlement, les exportations vers la Chine ont augmenté de 90 % (2,2 Mds USD), notamment grâce aux produits de la mer, Pékin ayant restreint ses importations en provenance du Japon, tandis que celles vers Hong Kong ont progressé de 35 %.

Aussi, en amont et en anticipation de la signature de l'accord commercial avec l'Union européenne, où s'appliquera une fiscalité plus importante dans le cadre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), les exportations vers l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique ont progressé respectivement de 25 %, 180 % et 30 %.

Cette performance traduit à la fois une diversification accrue des débouchés géographiques et l'effet de facteurs conjoncturels. Elle s'explique notamment par le regain des tensions sino-japonaises, mais aussi par l'anticipation, par les exportateurs indiens, de la conclusion prochaine d'accords commerciaux avec les États-Unis et, dans une moindre mesure, avec l'Union européenne. Dans cette attente, ces derniers acceptent de supporter temporairement le coût des droits de douane afin de préserver leur accès aux marchés clés.

[India Exports Surge 22% Despite 50% US Tariffs in November 2025: What is reason behind the numbers, impact, is it sustainable](#)

L'Inde s'apprête à signer un nouvel accord commercial avec le Sultanat d'Oman

A la suite de la visite du ministre du commerce et de l'industrie, Piyush Goyal, à Oman dans le cadre d'un sommet d'affaires, les dirigeants des deux pays ont fait savoir qu'ils étaient sur le point de conclure un accord commercial majeur, qualifié de Comprehensive Economic Partnership Agreement (CEPA), après deux ans de négociations, initiées en 2023.

Avec 10 Mds USD d'échanges en 2024-25, contre 8,9 Mds USD l'exercice budgétaire précédent, l'Inde est le troisième partenaire commercial pour Oman. A noter que les produits pétroliers représentaient plus de 70 % des importations indiennes depuis Oman. Par ailleurs, les investissements indiens dans le pays ont plus que triplé depuis 2020, atteignant environ 5 Mds USD dans des secteurs tels que l'acier vert, l'ammoniac vert, la fabrication d'aluminium et la logistique.

Ce partenariat économique est particulièrement significatif pour Oman puisqu'il s'agit du deuxième accord de libre-échange avec un pays individuel, et du premier depuis près de 20 ans. Du côté indien, cet accord s'inscrit dans une stratégie de diversifications géographique pour les débouchés de ces exportations, dans un contexte de tension avec les Etats-Unis, traditionnellement l'une des destinations phares pour ces produits. Selon Piyush Goyal, cet accord favorisera particulièrement les secteurs du textile, de l'automobile, des pierres précieuses et bijoux, et des composants automobiles.

Pour rappel, l'Inde a signé plus tôt dans l'année un accord de libre-échange avec le Royaume Uni, et l'EFTA (association européenne de libre-échange) et est en cours de négociation avec les Etats-Unis, l'Union européenne et la Nouvelle Zélande. L'Inde dispose déjà d'accords commerciaux avec l'Australie et les Emirats Arabes Unis.

[India-Oman trade pact a watershed moment in our millenia-old relationship, says Piyush Goyal - The Economic Times](#)

Maldives

Accroissement des réserves de change

Les dernières données publiées par la Maldives Monetary Authority (MMA) font état d'une hausse des réserves officielles à 886,53 MUSD fin novembre 2025, contre 866,3 M USD fin octobre et 616,2 MUSD un an auparavant. Les réserves nettes sont quant à elles passées de 45,6 MUSD en novembre 2024 à 193 MUSD en octobre 2025 et 197,1 MUSD en novembre 2025, ce qui ne représente que 14 jours d'importations de biens et services. Cette amélioration constitue un signal positif pour la liquidité extérieure du pays, dans un contexte où les besoins en devises restent structurellement élevés (importations, service de la dette).

[MMA](#)

Une amélioration des finances publiques qui interroge

Le déficit budgétaire atteignait 1 892 MMVR au 11 décembre à comparer à 10 813 MMVR un an auparavant. Les recettes ont progressé de 10,5% en glissement annuel quand les dépenses enregistraient une hausse de 12,7%. Si les remboursements d'emprunts sont intégrés, le déficit passe à 12 717 MMVR au 11 décembre 2025 (10,9% du PIB environ) à comparer à 15 462 MMVR au 11 décembre 2024 (14,2% du PIB). Les retards dans l'enregistrement des dépenses, le report massif de dépenses en capital hors budget et l'accumulation d'arriérés continuent à fausser la lecture de la dynamique budgétaire réelle.

Népal

Prêt concessionnel de la Banque asiatique de développement en appui au fédéralisme fiscal au Népal

La Banque asiatique de développement (BAsD) accordera au Népal un prêt concessionnel de 100 MUSD afin de soutenir la mise en œuvre du fédéralisme fiscal, renforcer la gestion des finances publiques et améliorer les systèmes budgétaires aux niveaux fédéral, provincial et local, dans un contexte d'instabilité politique.

La mise en œuvre du programme devrait également contribuer à l'amélioration du système de passation des marchés publics. Le directeur pays de la BAsD pour le Népal a souligné que ce prêt vise à améliorer la gouvernance budgétaire et à renforcer la soutenabilité des finances publiques et du fédéralisme fiscal, notamment par l'élargissement de l'espace budgétaire, la réduction des dépenses et des risques budgétaires.

[ADB provides concessional loan support for implementing fiscal federalism in Nepal](#)

Sri Lanka

Accélération de la croissance du PIB au 3e trimestre

Portée par l'industrie et les services, elle atteint 5,4% en termes réels après 4,9% au 2e trimestre et 4,8% au 1er. Ce résultat est lié à l'expansion du crédit, au dynamisme du tourisme et des échanges extérieurs et à l'amélioration de l'approvisionnement en biens intermédiaires/investissement, qui ont soutenu le secteur financier, la construction, certaines industries et les services (hébergement, transport).

[Bureau des statistiques](#)

Visite au Sri Lanka de l'Under Secretary of State for Political Affairs américaine

Mme Allison Hooker a exprimé l'engagement des Etats-Unis à soutenir la reprise économique du pays à la suite de la récente catastrophe naturelle et la relance des échanges bilatéraux. Elle a indiqué l'intention des Etats-Unis de reprendre les discussions concernant les tarifs commerciaux entre les deux pays. Elle a souligné le souhait de renforcer le tourisme américain vers le Sri Lanka, considéré comme un moteur de croissance pour l'économie locale. L'Under Secretary a enfin évoqué l'appui de son pays pour l'intensification de la coopération maritime, domaine stratégique pour le commerce et les infrastructures économiques.

[SL President Office](#)

Le crédit au secteur privé atteint un nouveau record

Fin octobre, il s'élevait à 9766,8 Mds LKR, contre 9520,7 Mds LKR un mois plus tôt, affichant une hausse de 24,1% sur un an et de 246,1 Mds LKR sur le seul mois d'octobre, tandis que le crédit au gouvernement ralentit. Celui-ci s'est replié de 101,9 Mds LKR entre septembre et octobre, pour s'établir à 8178,9 Mds LKR ; sur les 12 derniers mois, il ne progresse que de 2,8%.

De même, le crédit aux entreprises publiques a baissé de 21,9 Mds LKR entre septembre et octobre pour s'établir à 586,9 Mds LKR, soit 11,9% de moins que 12 mois auparavant.

CBSL

Le déficit budgétaire en baisse de 57% sur les 10 premiers mois

Fin octobre, les recettes budgétaires cumulées atteignaient 4 350 Mds LKR, soit 33% de plus que les recettes des 10 premiers mois de 2024 (3 267 Mds LKR). Cette situation s'explique en grande partie par la forte hausse des taxes perçues sur les véhicules importés. Dans le même temps, les dépenses totales ont atteint 4 806 Mds LKR, à comparer à 4 328 Mds LKR au cours de la période correspondante de 2024, soit une augmentation de 11%. Le déficit budgétaire a ainsi diminué à 456 Mds LKR sur la période, contre 1 061 Mds LKR au cours des 10 premiers mois de 2024. L'excédent primaire est passé de 831 Mds LKR à 1 629 Mds LKR sur la période (+96%). Pour 2026, le gouvernement a déjà annoncé qu'il prévoyait de dépasser le plafond de « dépenses primaires » fixé à 13% du PIB en raison des besoins urgents (500 Mds LKR, soit 1,4% du PIB de budget additionnel sont prévus l'année prochaine), tout en affirmant qu'il respecterait tous les objectifs de dette convenus dans le cadre de l'analyse de soutenabilité de la dette liée au programme du FMI.

CBSL

Mobilisations de financements d'urgence pour faire face aux conséquences du cyclone

Compte tenu de l'urgence d'apporter une réponse à la catastrophe qui a frappé le pays et de la nécessité d'adapter le programme EFF en cours, les autorités sri lankaises ont obtenu le 19 décembre de la part du FMI un soutien dans le cadre de l'Instrument de financement rapide (RFI) à hauteur de 26% de la quote-part du pays (environ 205 MUSD, soit 0,2 % du PIB). La Banque mondiale de son côté a décidé de réaffecter jusqu'à 120 MUSD de fonds provenant de projets en cours pour restaurer les services et infrastructures essentiels (santé, eau, éducation, agriculture et connectivité) dans les zones les plus touchées.

FMI et Banque mondiale

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr